



SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE MENEL

Société Civile Immobilière

Mathys Ethan Noah Eden Lambert

(SCI MENEL)

Société civile immobilière au capital de 20 000 euros

Siège social : 209 rue Hubert Delisle 97421 Saint-Louis

Les soussignés :

M. LAMBERT Olivier Michel Bertrand

Né le 28 mai 1994 à Saint-Louis (974)

Demeurant au 209 rue Hubert Delisle 97421 Saint-Louis

De nationalité Française

Marié sous le régime de la séparation de biens

Mme LAMBERT Audrey Morgane, née GRONDIN

Né le 25/03/1998 à Saint-Pierre (974)

Demeurant au 209 rue Hubert Delisle 97421 Saint-Louis

De nationalité Française

Mariée sous le régime de la séparation de biens

SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE MENEL

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une Société civile immobilière qu'ils ont convenus de constituer entre eux.

TITRE I

FORME JURIDIQUE

OBJET

DENOMINATION SOCIALE

SIEGE SOCIAL

DUREE

SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE MENEL

Article 1 - Forme

La Société est une société civile immobilière régie par les articles 1832 à 1870-1 du Code civil, par les dispositions réglementaires prises pour leur application et par les présents statuts.

Article 2 - Objet social

La Société a pour objet :

- L'acquisition, l'administration, la gestion par location ou autrement de tous immeubles et biens immobiliers, la vente de tous immeubles et biens immobiliers.
 - La réalisation de toutes opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation, à condition toutefois d'en respecter le caractère civil.
-

Article 3 - Dénomination sociale

La dénomination de la Société est : Société Civile Immobilière Mathys Ethan Noah Eden Lambert (SCI MENEL).

Tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers indiqueront la dénomination sociale, précédée ou suivie des mots « Société Civile immobilière » ou de l'abréviation « S.C.I. » et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé au 209 rue Hubert Delisle 97421 Saint-Louis.

Il peut être transféré en tout autre endroit par décision collective extraordinaire des associés.

Article 5 - Durée

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés. Cette durée viendra donc à expiration en 2125, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

TITRE II

APPORTS

CAPITAL SOCIAL

PARTS SOCIALES




SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE MENEL

Article 6 - Apports

6.1 - Désignation des apports

Les soussignés font apport à la Société :

I – Apports en numéraire

Mme LAMBERT Audrey Morgane apporte à la société la somme de sept mille euros, ci 7 000€.

M. LAMBERT Olivier Michel Bertrand apporte à la société la somme de treize mille euros, ci 13 000€.

Montant total des apports en numéraire : vingt-cinq mille euros (20 000€).

Les parts sociales représentant ce capital ont été intégralement souscrites par les associés et réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus. Les associés conviennent qu'aucune somme n'est libérée lors de la constitution de la société. L'intégralité du capital social, soit la somme de vingt mille euros (20 000 €), sera libérée en numéraire, en une ou plusieurs fois, sur simple appel de fonds de la gérance, en fonction des besoins de la société.

II - Récapitulation des apports

Il a été effectué par les soussignés les apports suivants :

- apports en numéraire : vingt mille euros, ci 20 000 euros

Le total des apports consenti à la Société s'élève à la somme de vingt mille euros (20 000€).

Article 8 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de vingt-cinq mille euros (20 000€)

Il est divisé en 2 000 parts sociales numérotées de 1 à 2 000, attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs, à savoir :

- **M. LAMBERT Olivier Michel Bertrand**, à concurrence de **1 300 parts**, numérotées de **1 à 1 300** en rémunération de son apport, ci **1 300 parts**

- **Mme LAMBERT Audrey Morgane**, à concurrence de **700 parts**, numérotées de **1 301 à 2 000** en rémunération de son apport, ci **700 parts**

Total égal au nombre de parts composant le capital social, ci **2 000 parts**.

SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE MENEL

Article 9 - Augmentation et réduction du capital

Le capital social peut, sur décision de l'assemblée générale extraordinaire, être augmenté par la création de parts sociales nouvelles ou par élévation du nominal des parts sociales anciennes, soit au moyen d'apports en numéraire ou en nature, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles des souscripteurs sur la Société, soit par incorporation de réserves ou de bénéfices.

De même, le capital peut être réduit, sur décision de l'assemblée générale extraordinaire, au moyen du remboursement, du rachat ou de l'annulation des parts sociales existantes ou de leur échange contre de nouvelles parts sociales d'un montant identique ou inférieur, ayant ou non le même nominal.

Article 10 - Représentation des parts sociales

10.1 - Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Le titre de chaque associé résultera seulement des présentes, des actes qui pourraient modifier le capital social et des cessions qui seraient ultérieurement consenties. Une copie ou un extrait de ces actes, certifié par la gérance, sera délivré à chacun des associés sur sa demande et à ses frais.

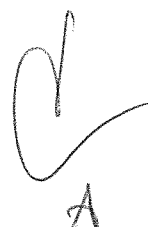
10.2 - Chaque part sociale donne droit à une fraction des bénéfices et de l'actif social proportionnellement au nombre de parts existantes.

10.3 - Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la Société ou un mandataire commun choisi parmi les autres associés.

10.4 - Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propiétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats, ou il est réservé à l'usufruitier.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propiétaire a le droit de participer aux assemblées générales.

10.5 - Les droits et obligations attachés aux parts les suivent dans quelque main qu'elles passent. La propriété d'une part emporte, de plein droit, adhésion aux statuts et aux décisions régulièrement prises par les associés et la gérance.



Article 11 - Comptes courants

Outre leurs apports, les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toute somme dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont souscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les conditions et modalités de ces avances, et notamment leur rémunération et les conditions de retrait seront définis durant la première assemblée générale ordinaire suivant la création de la Société par les associés représentant au moins 51% du capital social.

11.1- Chaque associé a la faculté, avec l'accord préalable de la gérance, de laisser à la disposition de la Société toutes sommes dont celle-ci pourrait avoir besoin pour le financement de ses activités, l'acquisition de ses actifs immobiliers ou la réalisation de son objet social.

Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé apporteur, intitulé « *Compte courant d'associé* ».

11.2- Les sommes inscrites en compte courant d'associé sont remboursables à tout moment, sous réserve des disponibilités financières et de la trésorerie de la Société.

Toute demande de remboursement partiel ou total formulée par un associé doit être notifiée à la gérance par lettre recommandée avec accusé de réception (ou tout autre moyen de notification écrite probante), en respectant un préavis minimum de **trois (3) mois**.

Toutefois, la gérance pourra différer tout ou partie du remboursement exigé si ce paiement est de nature à compromettre la continuité de l'exploitation, à placer la Société en état de cessation des paiements ou à entraver l'exécution des engagements financiers contractés par elle (notamment le remboursement d'emprunts bancaires).

11.3- Sauf décision contraire de l'Assemblée Générale Ordinaire des associés, les avances effectuées en compte courant **ne portent pas intérêt** (avances à titre gratuit).

Si l'Assemblée Générale Ordinaire décide d'accorder une rémunération aux sommes figurant en compte courant, le taux d'intérêt appliqué ne pourra excéder la limite du taux maximal déductible fixé par la législation fiscale en vigueur à la date de chaque exercice (article 39, 1-3° du Code général des impôts).

11.4- Une convention de compte courant d'associé séparée pourra être conclue entre la Société et l'associé concerné pour préciser ou modifier les modalités de remboursement, prévoir des périodes de blocage temporaire des fonds, ou soumettre le remboursement du compte courant à des conditions de subordination (notamment en cas de financement bancaire).

Article 12 - Cession de parts sociales

12.1 - Forme de la cession

Toute cession de parts sociales doit être constatée par écrit.

La cession n'est opposable à la société que si elle a été signifiée à cette dernière ou acceptée par elle dans un acte authentique conformément à l'article 1690 du Code civil.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et après publication auprès du greffe du tribunal de commerce de deux originaux de l'acte sous seing privé de cession ou de deux copies de l'acte authentique.

12.2 - Agrément des cessions

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés et au profit des ascendants ou des descendants du cédant après accord des associés représentant au moins 51% du capital social.

12.3 - Procédure d'agrément

Dans le cas où l'agrément est requis, le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, en indiquant les nom, prénoms, profession, domicile et nationalité du cessionnaire proposé, ainsi que le nombre de parts sociales dont la cession est envisagée.

Dans les 45 jours de cette notification, la gérance doit réunir l'assemblée générale extraordinaire des associés pour qu'elle délibère sur le projet.

La décision de la société est notifiée au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si l'agrément est refusé, les associés disposent alors d'un délai de 3 mois pour se porter acquéreurs desdites parts.

Lorsque plusieurs associés manifestent leur volonté d'acquérir, ils sont réputés acquéreurs à proportion du nombre de parts qu'ils détenaient antérieurement. Si aucun associé ne se porte acquéreur dans le délai prévu, la Société peut faire acquérir les parts par un tiers désigné à l'unanimité des associés autres que le cédant ou procéder elle-même au rachat desdites parts en vue de leur annulation. Le nom du ou des acquéreurs proposés, associés ou tiers, ou l'offre de rachat par la Société, ainsi que le prix offert, sont notifiés au cédant par la gérance, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. En cas de contestation sur le prix, celui-ci est fixé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil, le tout sans préjudice du droit du cédant de conserver ses parts.

Si aucune offre d'achat n'est faite au cédant dans un délai de six mois à compter de la notification à la Société du projet de cession, l'agrément est réputé acquis à moins que les associés autres que le cédant ne décident, dans le même délai, de prononcer la dissolution anticipée de la Société.



SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE MENEL

Le cédant peut alors faire échec à la décision de dissolution anticipée de la Société en notifiant à cette dernière par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans le délai d'un mois à compter de cette décision, qu'il renonce à la cession de parts envisagée.

Article 13 - Revendication par le conjoint de la qualité d'associé/associé

Pacsé

En cas d'apport de biens communs ou d'acquisition de parts au moyen de fonds communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut revendiquer la qualité d'associé à concurrence de la moitié des parts souscrites ou acquises.

A cet effet, il doit être informé de cet apport ou de cette acquisition, la justification de cette information doit être donnée dans l'acte d'apport ou d'acquisition.

L'acceptation ou l'agrément des associés vaut pour les deux époux si la revendication intervient lors de l'apport ou de l'acquisition.

Si cette revendication intervient après la réalisation de l'apport ou de l'acquisition des parts, le conjoint doit être agréé dans les conditions ci-après prévues pour les cessions de parts.

En cas d'apport de biens indivis ou d'acquisition de parts par un tiers souscripteur lié par un PACS, l'acte d'apport ou d'acquisition devra mentionner les dispositions retenues dans le cadre de l'article 515-5 du Code civil.

Le (ou la) partenaire de l'apporteur ou de l'acquéreur lié par un PACS devra être agréé selon les conditions prévues à l'article 12 ci-dessus pour les cessions de parts.

Article 14 - Décès d'un associé

En cas de décès d'un associé, la Société n'est pas dissoute mais continue entre les associés survivants et les héritiers ou les légataires de l'associé décédé. Tout héritier n'ayant pas la qualité d'ascendant ou de descendant, les légataires et le conjoint de l'associé décédé devront obtenir l'agrément des associés dans les conditions prévues à l'article 11 des présents statuts pour devenir eux-mêmes associés.

Article 15 - Incapacité, faillite - Retrait d'un associé

15.1 - La société n'est pas dissoute par l'absence, l'incapacité, la liquidation ou le redressement judiciaire ou la faillite personnelle de l'un des associés et à moins que l'assemblée générale des associés ne décide de dissoudre la Société par anticipation, il est procédé au remboursement des droits sociaux de l'intéressé, lequel perdra alors la qualité



SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE MENEL

d'associé. La valeur des droits sociaux est déterminée conformément à l'article 1843-4 du Code civil.

15.2 - Le retrait total ou partiel d'un associé doit être autorisé à l'unanimité de ses coassociés.

Les statuts peuvent aussi prévoir que cette autorisation nécessitera une décision extraordinaire de la collectivité des associés

La demande de retrait doit être notifiée à la gérance et à tous les associés, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le retrait peut également être autorisé pour juste motif par décision du tribunal de grande instance statuant en référé.

L'associé qui se retire n'a droit qu'au remboursement de la valeur de ses parts sociales au jour du retrait déterminée, à défaut d'accord amiable entre les associés, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

Article 16 - Réunion de toutes les parts sociales en une seule main

La réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas la dissolution de plein droit de la Société. Toutefois, à défaut de régularisation de la situation dans le délai d'un an, tout intéressé peut demander la dissolution judiciaire de la Société.

La dissolution de la Société devenue unipersonnelle entraîne, si l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine de la Société à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

L'appartenance de l'usufruit de toutes les parts sociales à une même personne est sans conséquence sur l'existence de la Société.



TITRE III

GERANCE

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'd' followed by a flourish and the letter 'A'.

Article 17 - Gérance

17.1 - Désignation de la gérance

La Société est administrée et gérée par une ou plusieurs personnes physiques, associées ou non, nommées par les associés.

Sont nommés premiers gérants de la Société, pour une durée indéterminée :

- Monsieur LAMBERT Olivier, né le 28 mai 1994 à Saint-Louis (974), demeurant au 209 rue Hubert Delisle, 97421 Saint-Louis, de nationalité Française.
- Madame LAMBERT Audrey, née GRONDIN le 25 mars 1998 à Saint-Pierre (974), demeurant au 209 rue Hubert Delisle, 97421 Saint-Louis, de nationalité Française.

Chacun des gérants déclare accepter lesdites fonctions et atteste qu'aucune mesure d'interdiction ou de déchéance ne l'empêche d'exercer cette fonction.

17.2 - Pouvoirs de la gérance

Dans les rapports entre associés, le gérant peut accomplir tous les actes de gestion que réclame l'intérêt de la Société. Dans les rapports avec les tiers, il engage la Société par les actes entrant dans l'objet social. S'il y a plusieurs gérants, ils exercent séparément ces pouvoirs, sauf le droit qui appartient à chacun de s'opposer à une opération avant qu'elle ne soit conclue.

Toutefois, à titre de règlement intérieur et sans que cette clause puisse être opposée aux tiers ou invoquée par eux, il est convenu que le gérant ne pourra, sans l'autorisation préalable de l'assemblée générale des associés statuant dans les conditions prévues ci-après, effectuer l'une des opérations suivantes : l'achat et/ou la vente de biens meubles ou immeubles appartenant à la société.

17.3 - Cessation des fonctions de la gérance

Les fonctions de gérant cessent par décès, incapacité civile, déconfiture, liquidation ou redressement judiciaire, faillite personnelle ou révocation. Le gérant peut également démissionner de ses fonctions. La démission du gérant n'a pas à être motivée ni acceptée par les autres associés, mais il doit en informer par lettre recommandée les associés trois mois au moins à l'avance.

Le gérant est révocable par une décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts. Le gérant est également révocable par les tribunaux pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Handwritten signature and initials in the bottom right corner of the page.

17.4 - Vacance de la gérance

En cas de vacance de la gérance, la nomination du ou des nouveaux gérants est décidée par l'assemblée générale des associés convoquée par l'associé le plus diligent dans le mois de ladite vacance.

TITRE IV

DECISIONS COLLECTIVES

A large, stylized handwritten signature in black ink, appearing to be a combination of the letters 'd' and 'A'.

SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE MENEL

Article 18 - Décisions collectives des associés

Les décisions excédant les pouvoirs de la gérance sont prises par les associés, soit en assemblée générale, soit par consultation écrite des associés.

Elles peuvent également résulter d'une consultation par correspondance.

Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont prises en assemblée.

Article 19 - Assemblées générales

19.1 – Convocation

Les assemblées générales sont convoquées par la gérance au lieu du siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation par lettre recommandée (ou par courrier remis en main propre contre récépissé) adressée à chaque associé quinze jours au moins avant la réunion. Un ou plusieurs associés représentant au moins 51 % du capital social peuvent par lettre recommandée demander à la gérance la provocation d'une assemblée générale.

19.2 - Ordre du jour

La lettre de convocation doit indiquer l'ordre du jour. Les modifications aux statuts, s'il en est proposé, doivent être explicitement mentionnées.

19.3 - Représentation -Vote

Chaque associé a le droit d'assister à l'assemblée ou de se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé justifiant de son pouvoir.

Chaque associé dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

19.4 - Présidence de l'assemblée

L'assemblée générale est présidée par le gérant ou, s'il n'est pas associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales.

19.5 - Procès-verbaux

Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux établis et signés par le gérant et le cas échéant, par le Président de séance. S'il n'est pas établi de feuille de présence, les procès-verbaux sont en outre signés par tous les associés présents et par les mandataires.

Handwritten signature and initials in the bottom right corner of the page.

SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE MENEL

Article 20 - Consultations écrites

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions proposées accompagné du rapport de la gérance ainsi que les informations nécessaires à l'information des associés sont adressés par la gérance à ces derniers par lettre recommandée avec avis de réception.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception de cette lettre pour émettre leur vote par écrit. Pour chaque résolution, le vote est exprimé par « oui » ou par « non ». Cette réponse est adressée au siège social par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus fixé est réputé s'être abstenu.

Le procès-verbal de la consultation est établi dans les mêmes conditions que celles prévues pour les procès-verbaux d'assemblée.

Article 21 - Assemblée générale ordinaire

L'assemblée générale ordinaire délibère sur toutes questions inscrites à l'ordre du jour, qui ne relèvent pas de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire et, d'une manière générale, qui n'emportent pas modification des statuts.

Elle est réunie au moins une fois par an à l'effet de prendre connaissance du compte rendu de gestion de la gérance et du rapport écrit sur l'activité de la Société au cours de l'exercice écoulé. Elle statue sur cette reddition de compte, approuve ou redresse les comptes et décide l'affectation et la répartition des bénéfices.

Elle nomme et remplace les gérants ou renouvelle les mandats.

Les décisions de l'assemblée générale ordinaire sont prises par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié du capital social.

Article 22 - Assemblée générale extraordinaire

L'assemblée générale extraordinaire est seule compétente pour apporter aux statuts toutes modifications qu'elle juge utiles, sans exception ni réserve.

Elle est également compétente pour décider :

- l'augmentation ou la réduction du capital ;
- la prorogation ou la dissolution anticipée de la Société ;
- la transformation de la Société ou sa fusion avec d'autres sociétés ;



SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE MENEL

- la modification de la répartition des bénéfices.

Les délibérations de l'assemblée générale extraordinaire doivent être adoptées par un ou plusieurs associés représentant 51% au moins du capital social.

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'd' followed by a horizontal line and a small 'A' at the bottom right.

TITRE V

**EXERCICE SOCIAL – COMPTES
ANNUELS – AFFECTATION DES
RESULTATS**

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'd' followed by a flourish and the letter 'A'.

SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE MENEL

Article 23 - Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social commencera à compter de l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés et se terminera le 31 décembre de l'année de l'immatriculation.

Article 24 - Comptes sociaux

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales.

A la clôture de chaque exercice social, la gérance dresse un inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date, ainsi qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe.

Elle établit également un rapport de gestion exposant l'activité de la Société pendant l'exercice écoulé.

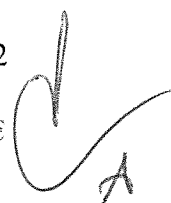
L'ensemble de ces documents doit être soumis à l'approbation des associés dans les six mois de la clôture de l'exercice.

Article 25 - Affectation et répartition des bénéfices

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux, des charges sociales, de tous amortissements de l'actif et de toutes provisions pour risques, constituent le bénéfice net.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice diminué des pertes antérieures et augmenté des reports bénéficiaires.

Ce bénéfice est distribué entre les associés à proportion du nombre de parts possédées par chacun d'eux. Toutefois, l'assemblée générale ordinaire peut décider de le mettre en réserve ou de le reporter à nouveau, en tout ou partie.



TITRE VI

LIQUIDATION – CONTESTATIONS

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'C' followed by a checkmark-like flourish.

SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE MENEL

Article 26 - Liquidation de la Société

La dissolution de la Société entraîne sa liquidation.

L'assemblée générale extraordinaire nomme un ou plusieurs Liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et la rémunération.

Pendant le cours de la liquidation, la collectivité des associés conserve les mêmes pouvoirs qu'au cours de la vie sociale. Les pouvoirs du ou des gérants prennent fin à compter de la dissolution.

En fin de liquidation, l'assemblée générale approuve les comptes de la liquidation et donne quitus aux Liquidateurs.

Le produit de la réalisation de l'actif est employé à l'extinction du passif de la Société envers les tiers, puis au remboursement des droits des associés dans le capital social. Le solde est ensuite réparti entre les associés à proportion du nombre de parts détenues par chacun d'eux.

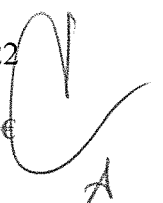
Article 27 - Contestations

Toutes les contestations qui pourront s'élever entre les associés ou entre la Société et les associés, relativement aux affaires sociales, pendant le cours de la Société et de sa liquidation, seront soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.



TITRE VII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

A large, stylized handwritten signature in black ink, appearing to be a cursive 'C' followed by a flourish.

SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE MENEL

Article 28 - Personnalité morale - Immatriculation

La Société jouira de la personnalité morale à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Article 29 - Actes accomplis pour le compte de la Société en formation

Un état des actes accomplis pour le compte de la Société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulterait pour la société, a été présenté aux associés avant la signature des statuts. Cet état est annexé aux présents statuts.

Article 30 - Publicité - Pouvoirs

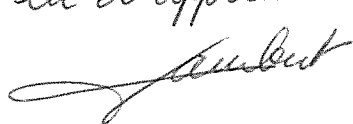
Tous pouvoirs sont donnés à la gérance à l'effet d'accomplir toutes les formalités de publicité prévues par la loi et de faire procéder à l'immatriculation de la Société.

Fait à Saint-Louis, le 19/08/2026

En autant d'exemplaires que nécessaire pour le dépôt d'un exemplaire au siège social et l'exécution des diverses formalités légales.

Signature précédée de la mention manuscrite "lu et approuvé" de tous les associés

Madame LAMBERT Audrey

lu et approuvé


Monsieur LAMBERT Olivier

lu et approuvé
